Selon un communiqué du parlement européen : “les” députés demandent d’augmenter l’immigration légale pour réduire l’immigration illégale

19/11/2021 à 11h24



Une migration légale de la main d’œuvre pour réduire l’immigration illégale

Les députés demandent de meilleurs canaux de migration légale de main-d’œuvre afin de réduire les arrivées irrégulières et de répondre aux besoins de l’économie de l’UE.

Pour répondre aux défis démographiques de l’Europe et faire concorder les compétences des immigrés aux besoins du marché du travail, les députés de la commission des libertés civiles exigent de nouvelles règles européennes sur la migration légale de travail. Le rapport, qui appelle à la création d’une réserve européenne de talents, à améliorer la

mobilité et à de nouveaux canaux de migration, devrait être voté lors de la session plénière de novembre.

Apprenez-en plus sur ce que fait l'UE en matière d'immigration.

Selon le rapport, bien qu'elle représente un défi, l'intégration des migrants en situation irrégulière devrait être considérée comme une opportunité. Encourager la migration de main-d'œuvre par des voies légales stimulerait les taux d'emploi des migrants et des réfugiés, ce qui profiterait à l'UE en contribuant aux recettes fiscales et en accélérant la croissance économique et l'innovation.

Limiter les canaux d'immigration irrégulière

La politique migratoire de l'UE est définie par le contrôle strict des frontières et des retours efficaces, alors que jusqu'à présent très peu d'initiatives ont été menées pour promouvoir des voies sûres et légales vers l'Europe.

Une recherche menée par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a révélé que 77 % des migrants en situation irrégulière avaient subi des persécutions ou avaient été les victimes de conflits dans leur pays d'origine. Certains pourraient avoir été contraints de rejoindre l'Europe de façon irrégulière par manque d'alternatives.

Dans une résolution datant de mai 2021, le Parlement a déclaré qu'« améliorer les canaux de migration légaux aiderait à réduire la migration irrégulière et l'exploitation professionnelle, améliorerait l'égalité des chances pour tous les travailleurs et offrirait une voie légale à ceux qui envisagent de migrer vers l'Union ».

Répondre aux exigences du marché du travail

La pandémie de Covid-19 a souligné le rôle crucial des « travailleurs essentiels » dans des secteurs tels que l'agriculture, la construction et les soins de santé pour nos économies et nos sociétés. Les députés appellent la Commission à mettre en œuvre un programme d'admission ambitieux pour les ressortissants de pays tiers peu ou moyennement qualifiés afin de compléter la directive récemment révisée sur la carte bleue pour les travailleurs étrangers hautement qualifiés.

Le rapport propose de créer une réserve européenne de talents ainsi qu'une plateforme qui fasse concorder le profil des candidats aux besoins des employeurs basés dans l'UE, ce qui permettrait aux pays de l'UE de surmonter les pénuries de main-d'œuvre.

Selon la députée européenne Abir Al-Sahlani (Renew, Suède), qui guide le rapport au Parlement, « Cette plateforme serait un outil utile tant pour ceux qui souhaitent postuler à un emploi dans un pays de l'UE que pour les employeurs basés dans l'UE qui cherchent des employés potentiels venant de pays tiers ».

Reconnaître les qualifications des migrants dans l'UE

Les députés demandent également une meilleure harmonisation des règles de reconnaissance des qualifications des travailleurs migrants au niveau de l'UE. La reconnaissance des qualifications des migrants dépend actuellement des règles nationales, qui varient considérablement à travers l'UE, et les migrants hautement qualifiés se retrouvent souvent déclassés dans leur pays de destination. En 2015, l'OCDE a signalé que « ceux qui entrent dans l'UE en tant que

demandeurs d’asile sont particulièrement exposés au risque de surqualification ».

En 2019, environ 48% des migrants hautement qualifiés occupaient des emplois peu ou moyennement qualifiés, contre seulement 20% des citoyens de l’UE. Les migrants hautement qualifiés travaillent très souvent comme agent de nettoyage ou aide domestique, alors que 62% des entreprises de programmation informatique et 43% des entreprises de construction sont en pénurie de main-d’œuvre.

« Une Europe forte et compétitive a besoin d’une migration de la main-d’œuvre pour relever correctement les défis démographiques et économiques auxquels l’Union est confrontée », déclare la députée Al-Sahlani.

Entrepreneurs immigrés

Alors que les pays du monde entier facilitent le processus de demande de visa pour les entrepreneurs étrangers et les indépendants, les députés demandent de nouveaux visas à entrées multiples à l’échelle de l’UE pour les travailleurs indépendants.

Actuellement, les lois de l’UE en matière d’immigration visent à attirer des employés sous contrat de travail à durée déterminée, et bien que des régimes nationaux existent, peu se sont montrés efficaces. Cela est principalement dû aux limites territoriales : en effet, la libre circulation ou l’accès au marché unique ne sont pas toujours garantis pour les entrepreneurs qui entrent dans l’UE via des régimes nationaux.

Les mesures proposées contribueraient aussi à lutter contre l’exploitation des travailleurs saisonniers, dont les titres de séjour ne seraient plus liés à un seul employeur. Ils disposeraient de trois mois pour trouver un nouvel emploi après avoir quitté leur précédent employeur, sans révocation de permis.

Europarl